



NATIONS UNIES
DEPARTMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES
DIVISION DE STATISTIQUE

**Atelier Régional sur les Statistiques Économiques de Base dans les Pays Africains
Organisé conjointement par la Division de Statistique des Nations unies et
“Statistics South Africa”
Prétoira, 23-26 juillet 2007**

Rapport de l'Atelier

Ce texte est une traduction non officielle du document intitulé « Report of the Workshop » relatif à l'atelier mentionné ci-haut.

Nations Unies, New York

Août 2007

Contents

| | <i>Paragraphs</i> | <i>Page</i> |
|--|-------------------|-------------|
| I. But et organisation..... | 1-2 | 3 |
| II. Résumé des allocutions d'ouverture..... | 3-10 | 3 |
| III. Évaluation..... | 11-12 | 4 |
| IV. Résultats et Conclusions..... | IV.1-IV.44 | 6 |
| A. Général..... | IV.1-IV.17 | 6 |
| B. Disponibilité des données et pertinence des politiques..... | IV.18-IV.21 | 8 |
| C. Infrastructures légales et institutionnelles..... | IV.22-IV.26 | 8 |
| D. Enquêtes économiques..... | IV.27-IV.34 | 9 |
| E. Recensements économiques..... | IV.35-IV.38 | 10 |
| F. Données administratives et registres d'entreprises..... | IV.39-IV.42 | 11 |
| G. Statistiques économiques de base et compilation des comptes nationaux..... | IV.43-IV.44 | 12 |
| Annexes | | |
| I. Agenda..... | | 13 |
| II. Liste des participants..... | | 17 |

I But et Organisation

1. L'atelier a été conjointement organisé par la Division de Statistique des Nations unies (DSNU) et « Statistics South Africa » (Stat SA) et s'est tenu du 23 au 26 juillet 2007 à Pretoria dans les locaux de Stat SA. Le but principal de l'atelier était d'initier la nouvelle phase du processus de révision des pratiques des pays africains en ce qui a trait à la compilation des statistiques économiques de base dans le cadre du renforcement de capacités par l'identification et la promotion de bonnes pratiques de compilation de données et par la facilitation de la coopération pays à pays.

2. L'atelier a compté 23 participants provenant des neuf pays suivants: Botswana, Éthiopie, Ghana, Île Maurice, Nigéria, Afrique du Sud, Sénégal, Tanzanie et Zambie, en plus de la DSNU et de la Commission Économique pour l'Afrique des Nations unies. La participation de tous les représentants des pays (excepté l'Afrique du Sud et le Sénégal) a été financée par le DSNU. Le support logistique a été fourni par Stat SA.

II Résumé des allocutions d'ouverture

3. Dans son allocution d'ouverture M. Vladimir Markhonko, chef du service des statistiques du commerce de la DSNU, au nom de M. Paul Cheung, directeur de la DSNU, a souhaité la bienvenue aux participants et exprimé sa gratitude à Stat SA pour avoir accueilli cet atelier et fourni le support logistique. Plus loin, il a souligné la stratégie de la DSNU sur l'assistance aux pays africains pour l'amélioration de la compilation des statistiques économiques de base. Il a indiqué que la DSNU, dans le cadre du recentrage de son programme de travail, a décidé de fournir un effort particulier dans le renforcement des capacités des pays africains sur la compilation des statistiques économiques de base.

4. Dans le long terme, la DSNU s'est engagé à fournir de l'assistance aux offices nationaux de statistique des pays africains sur la base de principes d'une forte appartenance et du contrôle du processus d'amélioration en utilisant des indicateurs de performance acceptés. Le but stratégique de cette assistance est d'améliorer la disponibilité et la qualité des statistiques économiques de base dans les pays africains, de fournir une solide fondation pour la compilation des comptes nationaux et de satisfaire les besoins en données des décideurs et de la communauté des affaires.

5. Durant 2007/2008, la DSNU envisage de conduire une revue de contrôle des pratiques des pays africains sur les statistiques économiques de base dans le but d'identifier les préoccupations qui méritent l'attention, d'établir des priorités et de formuler un plan d'action. Ce contrôle initial est supposé toucher des domaines majeurs du renforcement des capacités tels : (i) la pertinence des politiques - pour relier les besoins de données aux fins de politiques macroéconomiques et sectorielles et les autres besoins des utilisateurs, (ii) l'adéquation des cadres statistiques sous la lumière des standards internationaux, (iii) l'efficacité des programmes de collecte de données – pour s'assurer de la compilation et de la publication de l'ensemble des variables de

dissémination; et (iv) l'adéquation des cadres statistiques institutionnels – pour réviser les infrastructures nationales en place pour fins de coordination.

6. Pour s'assurer de la participation active des pays, la DSNU conduira en 2007 deux ateliers régionaux: le premier atelier (en collaboration avec Statistics South Africa) à Pretoria du 23 au 26 juillet 2007 et le second (en collaboration avec la CENUA) – à Addis Abeba du 16 au 19 octobre 2007.

7. Le but principal de ce premier atelier est de fournir le cadre d'un forum d'échanges de points de vue préliminaires sur les pratiques et défis courants. Cet atelier était prévu pour regrouper un nombre restreint de pays ayant diverses expériences. Les résultats et conclusions de cet atelier serviront d'intrant au second et plus large atelier qui se tiendra dans les locaux de la CENUA. Le but principal du second atelier sera d'identifier une liste de préoccupations majeures qui méritent une attention particulière, de faire ressortir des priorités et de formuler des recommandations sur les actions futures.

8. Les documents de production de la DSNU, relatifs à ce sujet pour 2007 seront: (i) un rapport technique sur les pratiques des pays africains sur les statistiques économiques de base incluant les recensements et enquêtes économiques et (ii) un plan d'action sur l'amélioration des statistiques économiques de base en Afrique.

9. Le Statisticien-Général de Stat SA, M. Pali Lehohla a souhaité la bienvenue aux participants de cet atelier et a souligné son importance pour le développement futur des statistiques économiques dans le continent africain. Il a rappelé la récente résolution du Conseil Économique et Social des Nations unies sur le renforcement des capacités dans les pays en développement et a insisté sur le fait que les offices statistiques africains doivent œuvrer pour une plus grande intégration au système statistique global. Il a aussi indiqué que les pays africains possédaient un bassin de statisticiens de grande qualité et devaient compter sur leur expertise et sur la connaissance des circonstances spécifiques aux pays. Les statisticiens des pays peuvent contribuer plus, non seulement sur l'amélioration des systèmes statistiques nationaux, mais aussi, ils peuvent fournir des intrants significatifs au système statistique global.

10. Dans son allocution d'ouverture, le directeur adjoint et chef du service des statistiques économiques, M. Rashad Cassim, a insisté sur le besoin d'accorder plus d'attention à l'identification des bonnes pratiques pour l'application des recommandations internationales existantes.

III Évaluation

11. Tous les participants ont exprimé leur satisfaction pour la bonne préparation de cet atelier et ont évalué positivement ses résultats comme l'expriment leurs réponses aux questions posées dans l'évaluation (voir la table ci-dessous).

| Avez-vous appris dans cet atelier des connaissances techniques sur comment: | Oui/Non ratio |
|---|---------------|
| Produire des données statistiques? | 90% |
| Analyser des données statistiques? | 63% |
| Disséminer des données statistiques? | 90% |

Utilisant une échelle de 5 à 1 (avec 5 = excellent, 4 = bon, 3 = adéquat, 2 = faible, 1 = très faible) les participants ont jugé de l'atteinte des objectifs de l'atelier et sa note globale de la façon suivante:

| | |
|---|-----|
| Degré d'atteinte des objectifs de l'atelier | 4.3 |
| Note globale de l'atelier | 4.4 |

12. Le sentiment général ressorti par le groupe était que de tels ateliers doivent être organisés plus fréquemment et impliquer les autres pays africains.

IV Résultats et conclusions

L'atelier:

A. Général

- IV.1. Ont favorablement accueilli l'initiative de la DSNU de consacrer des efforts supplémentaires dans l'amélioration de la compilation des statistiques économiques de base en général et dans les pays africains en particulier.
- IV.2. Ont conclu que l'atelier a été couronné de succès en ce qui a trait à la mise en place d'une plateforme pour l'amélioration de la compilation des statistiques économiques de base dans les pays africains par l'entremise d'un forum d'échanges sur les expériences des pays, l'identification des priorités pour les tâches futures et l'établissement d'une coopération pays à pays portant sur plusieurs questions d'ordre pratique. Les participants ont exprimé leur gratitude aux coorganisateur de l'atelier – la DSNU et Stat SA, pour leurs efforts dans l'organisation de cet événement.
- IV.3. Ont mis l'accent sur la nécessité de faire participer le plus de pays africains possible dans la revue du processus de contrôle et ont suggéré que le prochain atelier ait une plus large représentation sous-régionale et linguistique.
- IV.4. Ont identifié le besoin d'une plus grande clarté sur la portée (couverture) des "statistiques économiques de base" (SEB) incluant la façon dont les SEB doivent être définies en termes des éléments du programme de travail des offices nationaux de statistique (e.g., en termes de types d'enquêtes et de données disséminées) et reliées à leur structure organisationnelle (e.g., quelles unités sont chargées de la compilation des SEB).
- IV.5. En plus d'avoir été en accord sur le fait que la portée des SEB doit exclure les statistiques macroéconomiques, et certains types particuliers de statistiques (e.g. les statistiques sur les finances gouvernementales), ont recommandé que le statut de certains types de statistiques soit clarifié; ceci inclut par exemple, les statistiques agricoles.
- IV.6. Ont été d'accord que les activités de marché soient la cible principale des statistiques économiques de base; cependant, ont indiqué que pour beaucoup de pays africains, les activités non reliées au marché demeurent importantes et doivent être analysées subséquentment.
- IV.7. Ont conclu que la compilation des statistiques reflétant le secteur informel doit être partie intégrante des SEB. Dans la même veine, sont en accord sur le fait que les définitions et la couverture du secteur informel, telles que fournies par

le Groupe de Delhi et par le SNA93, Rev.1, soient prises comme lignes directrices en analysant les types d'unités couvertes par les SEB et ont souligné la nécessité de viser le développement de méthodes de compilation appropriées.

- IV.8. Ont souligné que la compilation et la dissémination des indicateurs de qualité doivent faire partie intégrante du programme de travail régulier sur les statistiques économiques; Ont été d'accord que les pays doivent utiliser un ensemble minimal d'indicateurs de qualité pour les besoins de comparabilité internationale et baser ces indicateurs sur les recommandations internationales relatives aux cadres d'assurance de qualité des données.
- IV.9. Ont conclu que la compilation et la dissémination des métadonnées doivent être considérées comme un des domaines de priorité eu égard à la variété des sources/méthodes utilisées et à la prise en compte du besoin de transparence auprès de la communauté des utilisateurs. Ont été d'accord sur le fait que des standards tels les SDDS et les GDDS doivent être suivis. Ont souligné à cet effet que la transparence exige de la préparation et a des implications au niveau des ressources (être plus cohérent au niveau interne, professionnel, etc.).
- IV.10. Ont reconnu l'importance d'un travail subséquent sur les concepts et méthodes relatives aux statistiques économiques de base, dans les domaines où ils ne sont pas suffisamment développés. Ont souligné aussi, qu'une attention particulière devrait être accordée aux questions pratiques telles que la description des bonnes pratiques de compilation sous diverses circonstances reliées aux pays et les mécanismes d'application effectifs.
- IV.11. Ont supporté l'idée de la DSNU de mettre sur son site internet les documents relatifs aux pratiques des pays sur les statistiques économiques et de préparer des guides/manuels sur les bonnes pratiques de compilation au sujet des enquêtes et recensement économiques, de l'utilisation des données administratives et des registres d'entreprises statistiques.
- IV.12. Ont favorablement accueilli la coopération étroite entre la DSNU et la CENUA en ce qui trait à l'assistance technique aux pays africains et au développement de sites internet et de publications sur la documentation et la promotion des bonnes pratiques sur les statistiques économiques; ont adressé une requête à la CENUA pour la préparation de versions adaptées de telles publications au contexte africain.
- IV.13. Ont trouvé que les offices nationaux de statistique (ONS) se doivent d'améliorer leur visibilité et leur profil à l'intérieur du système d'agences gouvernementales et sensibiliser ces agences sur l'utilité des statistiques économiques produites dans l'élaboration de politiques nationales et sur le

besoin d'une collaboration plus étroite entre ces agences et les ONS incluant le financement de projets de compilation de données d'intérêt mutuel.

- IV.14. Ont demandé aux ONS d'accorder une attention accrue à la dissémination des statistiques économiques et d'améliorer leur visibilité auprès des utilisateurs. Ceci inclut le fait de rendre les statistiques économiques plus accessibles et plus conviviales à la communauté des utilisateurs; des campagnes de promotion doivent aussi être mises en place pour mieux sensibiliser les utilisateurs sur les avantages qu'ils peuvent tirer des statistiques économiques disponibles. Une communauté d'utilisateurs avertie et active est un préalable à la promotion du statut des statistiques économiques dans l'agenda national.
- IV.15. Ont conclu qu'une coopération producteurs-utilisateurs doit être développée comme un outil servant à promouvoir la confiance dans l'environnement de travail statistique et à améliorer la pertinence des statistiques produites et rehausser l'image du système statistique national; une attention particulière doit être accordée à la publicité des données disséminées et à la sensibilisation de la communauté des utilisateurs sur les avantages de l'utilisation des données disponibles.
- IV.16. Ont hautement apprécié l'assistance fournie par Stat SA à plusieurs pays africains pour l'amélioration de leurs statistiques économiques et accueillent favorablement le renforcement de la coopération dans ce domaine entre tous les pays africains, la DSNU, la CENUA et les autres organisations internationales et régionales.
- IV.17. Ont souligné le besoin d'efforts additionnels pour assurer une meilleure formation effective et systématique du personnel, particulièrement à cause du taux de rotation élevé; en plus de réviser et d'améliorer les programmes internes des ONS, ce qui inclut la formation de personnel pays à pays pour favoriser les échanges sur les bonnes pratiques et la tenue sur une base régulière d'ateliers régionaux axés sur la 'formation des formateurs' avec la participation actives des organisations internationales et régionales.

B. Disponibilité des données et pertinence des politiques

- IV.18. Ont reconnu que la disponibilité des données doit être améliorée de manière significative incluant la disponibilité des données relatives à la gestion des politiques et celles qui touchent aux besoins de la société dans son ensemble.
- IV.19. Ont conclu de la nécessité d'avoir une meilleure identification des besoins des utilisateurs afin de répondre à temps pour améliorer la pertinence des statistiques compilées et rehausser l'image du système statistique national.

IV.20. Ont reconnu particulièrement le besoin de mieux cibler:

- (i) les indicateurs de court terme requis par les décideurs et la communauté des affaires;
- (ii) la fourniture de données plus détaillées en termes d'activités/produit et de distributions régionales;
- (iii) les statistiques de la construction (il y a un besoin clair d'un travail subséquent pour ce secteur car il présente un défi pour tous les pays africains);
- (iv) les statistiques du secteur des services, particulièrement, les statistiques sur le commerce de distribution et les technologies de l'information;
- (v) les statistiques de l'emploi;
- (vi) les statistiques de l'agriculture (e.g. mesure de la production).

IV.21. Dans cette perspective, ont invité la DSNU à revoir le statut de l'application des recommandations internationales et la disponibilité de la description des bonnes pratiques dans ces domaines de la statistique; ont demandé à la DSNU de coopérer avec les autres organisations internationales (e.g. ILO et FAO) pour s'assurer de la préparation de ces lignes directrices.

C. Infrastructures légales et institutionnelles

IV.22. Ont conclu que les cadres légal et institutionnel sont adéquats pour la plupart des pays. Plusieurs ONS ont une loi/acte sur la statistique servant de base légale pour leurs opérations. Cependant, l'autorité de l'ONS dans plusieurs pays doit être rehaussée au niveau du statut des autres institutions gouvernementales. La question se pose de savoir comment faire appliquer les dispositions légales existantes. A cet effet un échange continu d'expériences est nécessaire.

IV.23. Ont conclu qu'une utilisation plus effective de la position centrale des ONS dans les systèmes statistiques nationaux doit être faite en ciblant leur rôle de coordonnateurs des activités statistiques et de promoteurs d'un vaste système de standards; la délégation à d'autres agences de certaines activités de compilation/dissémination doit être vue comme un outil permettant d'économiser des ressources.

IV.24. Ont été d'accord sur la nécessité de renforcer la coopération avec d'autres organismes de production de données dans les pays (Banques centrales, Agences de revenu, Ministères des finances, d'économie, de commerce et

autres) pour une compilation effective des SEB. Ceci inclut la signature de mémorandums qui identifient clairement les responsabilités des différentes parties concernées.

- IV.25. Ont conclu qu'il est souhaitable de mettre des unités statistiques dans les autres agences gouvernementales à condition qu'elles fournissent des services statistiques à ces agences et collaborent avec les ONS à l'application des standards statistiques. Ceci est une bonne pratique qui permet de renforcer le système statistique national et d'améliorer la qualité des données; Ont souligné que cette mise en place doit être faite sur une base incrémentale commençant par les agences les plus importantes dans la production de statistiques économiques de qualité.
- IV.26. Ont confirmé que l'établissement/renforcement des comités de conseil statistiques, dans le but de faciliter l'harmonisation et la coordination des activités statistiques à travers toutes les agences gouvernementales impliquées dans la compilation des statistiques économiques, est une bonne pratique qui a fait ses preuves et doit être renforcée.

D. Enquêtes économiques

- IV.27. Ont trouvé que le manque ou l'existence de bases de sondage non fiables et/ou non mises à jour est le problème le plus fondamental et le plus courant auquel font face les pays de la région.
- IV.28. Ont confirmé que les taux de réponse faibles des enquêtes statistiques constituent un phénomène courant et appellent à identifier et à utiliser des mesures plus effectives dans leur amélioration (par exemple, l'utilisation systématique d'interviewers particulièrement formés à cet effet) et, en même temps reconnaissent le besoin de trouver des voies différentes pour obtenir l'information désirée.
- IV.29. Ont conclu que bien les enquêtes d'échantillon par domaines soit inévitables dans bien des cas et qu'elles continueront d'être utilisées par les ONS, des efforts doivent être faits pour identifier clairement leurs mérites et leurs inconvénients et les faire refléter dans des métadonnées statistiques appropriées; Des guides sur les enquêtes par domaines doivent être révisés afin d'identifier les bonnes pratiques dans ce domaine.
- IV.30. Ont trouvé très utile l'échange d'expériences sur les plans d'enquêtes (e.g. les critères de stratification, la taille d'échantillon, etc.); invitent la DSNU et la CENUA à fournir de l'assistance afin de faciliter cet échange d'expériences et d'identifier les bonnes pratiques et leur applicabilité dans diverses circonstances.

- IV.31. Ont conclu que la façon la plus efficace et la plus fiable dans la conduite des enquêtes économiques est de les baser sur un registre d'entreprises et encouragent les pays à développer des programmes stratégiques pour établir/améliorer de tels registres en utilisant de préférence un unique identificateur d'unités de registre; un guide sur les bonnes pratiques pertinentes est requis.
- IV.32. Ont conclu que des efforts doivent être entrepris afin d'utiliser 'l'établissement' comme unité de base dans les enquêtes sur les SEB afin de satisfaire aux exigences du SNA93, Rev.1 et de fournir des données plus homogènes sur les activités ainsi qu'une répartition régionale plus exacte.
- IV.33. Ont trouvé que le développement de définitions claires et opérationnelles sur les variables collectées en termes des pratiques comptables existantes et leur revue périodique doivent faire partie du programme de travail des ONS; l'assistance de la DSNU et de la CENUA serait utile.
- IV.34. Ont reconnu le besoin d'une approche plus intégrée dans l'organisation et la conduite des programmes d'enquêtes afin d'améliorer leur efficacité en termes d'utilisation des nomenclatures communes, d'une plus grande uniformité dans la définition des variables, d'évitement de la duplication dans les procédures de collecte, de réduction des coûts de collection des données et du fardeau de réponse.

E. Recensements économiques

- IV.35. Ont confirmé que plusieurs pays ont un besoin clair de continuer la conduite des recensements économiques pour la mise à jour de leurs bases de sondage/listes et/ou d'établir/améliorer leur registres d'entreprises; ce besoin est particulièrement évident lorsque l'accès aux administratives est difficile et/ou lorsque ces données sont fragmentées et/ou insuffisantes et de faible qualité.
- IV.36. Ont conclu qu'en prenant en compte les besoins des pays et les considérations budgétaires et autres, les recensements peuvent être conduits à l'échelle de l'économie entière ou en une séquence de recensements spécifiques aux secteurs/industries.
- IV.37. Ont été d'accord sur le fait que c'est pratique d'utiliser des seuils pour maximiser l'efficacité au niveau des coûts, et de développer des méthodes qui permettent la prise en compte des unités qui se trouvent en dessous de ces seuils.

IV.38. Prenant acte de l'intention de plusieurs pays de continuer la conduite des recensement à grande échelle ou des recensements spécifiques aux secteurs/industries, ont endossé l'initiative de la DSNU de préparer un guide sur les bonnes pratiques dans les recensements économiques et invitent tous les pays intéressés à collaborer activement avec la DSNU dans ce projet en fournissant une description détaillée de leurs pratiques courantes et de leurs besoins; demandent à la CENUA de coordonner l'application des bonnes pratiques dans les recensements économiques en étroite collaboration avec les autres organisations internationales et régionales incluant la mobilisation de l'assistance financière et non financière aux pays.

F. *Données administratives et registres d'entreprises*

IV.39. Ont reconnu que l'utilisation systématique et soutenue des données administratives (DA) doit devenir au fil du temps une partie intégrante du programme national sur les statistiques économiques, encouragent les pays à développer une stratégie de long terme à cet effet.

IV.40. Ont conseillé qu'une telle stratégie de long terme devrait inclure un contrôle prudent de la fiabilité des DA disponibles et viser l'établissement d'une bonne collaboration entre les institutions détentrices des DA. Les DA seront utiles aux statisticiens si des investissements significatifs sont fait dans le développement de la capacité à les utiliser de manière effective.

IV.41. Ont noté des difficultés additionnelles dans l'utilisation des DA dans les pays africains à cause de données administratives fragmentées et/ou insuffisantes, d'un degré d'incohérence élevé dans les cadres/nomenclatures conceptuels utilisées dans les collectes administratives, de l'absence (dans plusieurs cas) de bases de données administratives informatisées et d'une résistance continue à accorder aux ONS l'accès à de telles données.

IV.42. Prenant en compte le fait que tous les pays participants maintiennent ou envisagent d'établir/améliorer les registres d'entreprises comme bases de leurs systèmes d'enquêtes économiques, ont souligné le besoin de faire des efforts particuliers afin d'identifier et d'appliquer les meilleures pratiques disponibles dans ce domaine et invitent la DSNU à considérer cette requête comme une priorité dans le développement de son programme de recherche et ses activités d'assistance technique (en collaboration avec la CENUA).

G. *Statistiques économiques de base et compilation des comptes nationaux*

IV.43. Ont confirmé que la provision des données requises par les comptes nationaux doit être une des priorités des statistiques économiques de base et, de ce fait, soulignent que les ONS doivent développer leurs procédures de compilation de

manière à assurer la meilleure approximation possible des concepts des comptes nationaux.

IV.44. Ont recommandé que les statisticiens des SEB et les comptables nationaux doivent travailler ensemble et réviser régulièrement leurs pratiques et problèmes, en particulier l'estimation des agrégats des comptes nationaux en termes de résidus doit être évitée; l'étalonnage des comptes nationaux doit être faite au moins chaque cinq ans, de préférence en conformité avec le cycle des recensements économiques ou des enquêtes-ménages; les questions relatives à l'utilisation de différentes années de référence financières ou calendaires doivent être adressées de manière coordonnée entre les comptes nationaux et les SEB.

Annex I

Regional Workshop for African countries on Compilation of Basic Economic Statistics

United Nations Statistics Division (UNSD)
Statistics South Africa (SSA)

23-26 July, 2007, Pretoria, South Africa

Agenda

Monday, 23 July 2007

- 9:00-9:30 Registration
- 9:30-10:00 Opening ceremony
- UNSD
Statistics South Africa
- 10:00-10:40 Objectives and organization of the meeting
Administrative matters and introduction of participants
Adoption of the agenda
- 10:40-11:00 *Coffee break*
- 11:00-12:30 An overview of economic statistics in African countries: what data series are available and how relevant they are for policy making?
- Country presentations
- 12:30-14:00 *Lunch break*
- 14:00-15:30 *[cont.]* An overview of economic statistics in African countries: what data series are available and how relevant they are for policy making?
- Country presentations
- General discussion
- 15:30-15:50 *Coffee break*

15:50-17:00 Legal and institutional foundations of economic statistics in Africa: issues and policy options; role of international experience

UNSD overview of international experience

Round table discussion of country experiences

Tuesday, 24 July 2007

9:00-10:40 Issues of organization and conduct of economic surveys in the African context

Stat SA presentation on its system of economic surveys.

Round table discussion

10:40-11:00 *Coffee break*

11:00-12:30 *[cont.]* Issues of organization and conduct of economic surveys in the African context

Country presentations

General discussion

12:30-14:00 *Lunch break*

14:00-15:30 Main problems and possible ways to improve economic surveys.

Round table discussion

Conclusions and recommendations

15:30-15:50 *Coffee break*

15:50-17:00 Economic censuses and their role in compilation of economic statistics

UNSD presentation on the recent survey on country practices

General discussion

Wednesday, 25 July 2007

- 9:00-10:40 Economic census in the African context: when it is needed and how to organize it; problems and possible solutions.
- Stat SA presentation on Large Sample Surveys
- Country presentations
- Round table discussion
- 10:40-11:00 *Coffee break*
- 11:00-12:30 Advantages and disadvantages of economic census; plans of African countries to conduct economic censuses in future
- General discussion
- Conclusions and recommendations
- 12:30-14:00 *Lunch break*
- 14:00-15:30 Can African countries make more progress in use of administrative data in compilation of basic economic statistics?
- UNSD presentation on international experience in use of administrative data
- Stat SA presentation on Business register
- General discussion
- 15:30-15:50 *Coffee break*
- 15:50-17:00 Strengthening national statistical infrastructure and interagency cooperation to support more effective data compilation
- Stat SA presentation
- General discussion

Thursday, 26 July 2007

9:00-10:40 How to make basic economic statistics more useful for compilation of national accounts?

Stat SA and SA Reserve Bank presentations

A round table discussion

Conclusions and recommendations

10:40-11:00 *Coffee break*

11:00-12:30 Towards improved compilation of basic economic statistics in African countries: follow up-actions

A round table discussion

Conclusions and recommendations

12:30-14:00 *Lunch break*

14:00-16:00 Conclusion of the workshop

Evaluation of the workshop

Annex II

LIST OF PARTICIPANTS

1. Ruth K. Mothibi

Principal Statistician I
Central Statistics Office
Private Bag 0024
Gaborone
Botswana
Tel: (+267) 367-1300
E-mail: rmothibi@gov.bw
Website: www.cso.gov.bw

2. Yasin Mossa Ali

Deputy Director General
Economic Statistics Branch
Central Statistical Agency
P.O.BOX 1143
Addis Ababa
Ethiopia
Tel: (+251 11) 156 4226
E-mail: yasinu@ethionet.et
Website: www.stat.gov.et

3. Araba Forson

Divisional Head, industry and trade division
Assistant chief statistician
Ghana Statistical service
P.O.BOX 1098
Accra
Ghana
Tel: (+233) 21 682639
E-mail: arafors@yahoo.com
Website: www.gssghana.org

4. Li Fa Cheung Kai Suet

Deputy Director of Economic and financial division
Central Statistical Office
LIC Building
J, Kennedy Street
Port Louis
Mauritius
Tel: (+230) 2111371
E-mail: lcheung-kai-suet@mail.gov.mu
Website: www.statsmauritius.gov.mu

5. George Oparaku

Assistant Director
Head of Economic Surveys and Census Division
National Bureau of Statistics
762 Independence Way,
Central Area,
Abuja
Nigeria
Tel: (+234) 09 08036700912
E-mail: georgenduoparaku@yahoo.co.uk
Website:

6. Khalil El Gazri

General Director Advisor/French Cooperation
Agence Nationale de la Statistique et de la Demographie
Rue Diourbel x rue de l'Est
Point E-B.O. 116
Dakar
Senegal
Tel: (+221) 824 6322
E-mail: khalil_bx@yahoo.fr
Website: www.ansd.org

7. Mamadou Niang

Statistical Information Management Director
Agence Nationale de la Statistique et de la Demographie
Rue Diourbel x rue de l'Est
Point E-B.O. 116
Dakar RP
Senegal
Tel: (+221) 869 2143/ 869 2139
E-mail: mniangi@yahoo.fr, mniangdps@hotmail.com
Website: www.ansd.org

8. Titus Mwisomba

Senior Statistician
National Bureau of Statistics
P.O. BOX 796
Dar Es Salaam
Tanzania
Tel: (+255) 754 757607
E-mail: tmwisomba@nbs.go.tz, likanga@yahoo.com
Website: www.nbs.go.tz

9. Shebo Nalishebo

Head, National Account Branch
Central Statistical Office
Nationalist Road, Ridgeway
P.O. BOX 31908
Lusaka
Zambia
Tel: (+260) 966-737862
E-mail: snalishebo@zamstats.gov.zm
Website: www.zamstats.gov.zm

10. James William Mubiru

Deputy Executive Director
Uganda Bureau of Statistics
Uganda
Tell: (+256) 414 706.000
Cell: (+256) 441-514
Fax: (+256) 772-514-829
E-mail: james.mubiru@ubos.org
Website: www.ubos.org

United Nations Statistics Division

11. Vladimir Markhonko

Chief, Trade Statistics Branch

UNSD

2 United Nations Plaza

Room DC2 1542

New York, NY 10017

USA

Tel: (+212) – 963-5252

E-mail: markhonko@un.org

12. Youlia Antonova

Statistician

Trade Statistics Branch

UNSD

2 United Nations Plaza

Room DC2 1534

New York, NY 10017

USA

Tel: (+011) 917 367 3376

E-mail: antonova@un.com

United Nations Economic Commission for Africa

13. Andry Andriantseheno

Statistician

African Center for Statistics (ACS)

UNECA

Addis Ababa

Ethiopia

Tel: (+251) 11 544 36 03

E-mail: aandriantseheno@uneca.org

Statistics South Africa

14. Rashad Cassim

Deputy Director General (DDG) -Economic Statistics
Statistics South Africa
Pretoria
South Africa
Tel: +27 – 12 – 310 8380
Cell: +27 – 82 – 317 7612
E-mail: RashadC@statsa.gov.za
Website: www.statssa.gov.za

15. Patrick Naidoo

Executive Manager – Financial Statistics
E-Mail: PatrickN@statssa.gov.za

16. Itani Magwaba

Manager – Large sample Surveys
E-mail: ItaniM@statssa.gov.za

17. Phillip Lesame

Manager – Research (Short-term surveys)
E-mail: PhillipL@statssa.gov.za

18. Joyce Essel-Mensah

Manager – Tertiary Industries (Trade, Transport, Services)
E-mail: JoyceE@statssa.gov.za

19. Gerda Bruer

Manager – Secondary Industries (Manufacturing, Electricity, Building Statistics)
E-mail: GerdaB@statssa.gov.za

20. Marietha Gouws

Executive Manager - System of Registers
E-mail: mariethag@statssa.gov.za

21. Moses Mnyaka

Manager – Primary Industries (Agriculture, Mining)
E-mail: MosesMn@statssa.gov.za

22. Ria Louw

Survey Statistician – Financial Statistics

E-mail: RiaL@statssa.gov.za

23. Frederick J. von Reibnitz

Consultant

E-mail: fvr@webone.com.au